

CHARTRE EUROPÉENNE POUR UN TRANSPORT ÉTHIQUE

Charte fondatrice v1.1

Un cadre constitutionnel pour un transport et une logistique équitables, éthiques et durables.

L'équité suit le contrôle, la prévention et l'atténuation. La protection suit l'exposition et la capacité à absorber les conséquences.

EETC Principes	MAT Asymétrie	SAFEGUARDS Protection	STANDARD Pratique	FTT Évaluation	IMPROVEMENT Progrès
-------------------	------------------	--------------------------	----------------------	-------------------	------------------------

Publiée par MOVETHICS • 1 septembre 2026 • Version française contrôlée

À propos de cette Charte

La Charte européenne pour un transport éthique (EETC) fournit un cadre constitutionnel commun pour des relations commerciales et opérationnelles équitables et responsables dans le transport et la logistique.

Avis important

Version française contrôlée. La version anglaise demeure la référence éditoriale sauf décision contraire de gouvernance. La Charte est volontaire, complémentaire au droit applicable et ne constitue ni audit, ni certification, ni décision juridique.

15 principes constitutionnels

1

Légalité, dignité et droits fondamentaux

Les relations de transport doivent respecter le droit applicable, la dignité humaine et les droits fondamentaux. Les objectifs commerciaux ne justifient pas des pratiques compromettant la sécurité, le travail légal, le repos, la liberté face à la coercition ou l'accès à un recours effectif.

2

La responsabilité suit le contrôle, la prévention et l'atténuation

La responsabilité doit être alignée sur la partie la mieux placée pour contrôler une cause, prévenir un dommage ou en atténuer les conséquences. Le risque ne doit pas être transféré simplement parce qu'un autre participant dispose d'un pouvoir de négociation moindre.

3

Protection contre l'asymétrie matérielle

Les différences de taille ou de pouvoir de négociation ne constituent pas une faute. Lorsqu'un différentiel de pouvoir pertinent se combine avec une exposition et des alternatives réalistes limitées, les garanties doivent être proportionnées aux conséquences que la partie la plus exposée pourrait ne pas pouvoir

absorber.

4

Pas d'externalisation abusive des coûts, risques ou travail

Aucun participant ne devrait obtenir systématiquement de l'efficacité en transférant des coûts évitables, du travail non rémunéré, de l'incertitude opérationnelle, des attentes évitables, des coûts exceptionnels, des charges de conformité ou des risques disproportionnés sans allocation équitable ni protection.

5

Concurrence légitime et non discriminatoire

MOVETHICS soutient une concurrence ouverte et légitime. L'équité ne doit pas servir à coordonner les prix, exclure des concurrents, protéger des structures inefficaces ou discriminer selon la nationalité, l'origine, le modèle économique ou la position licite sur le marché.

6

Sécurité et repos réel avant la performance commerciale

La sécurité, les exigences légales de conduite et de repos et de réelles possibilités de récupération priment sur la pression de livraison, les objectifs de productivité, les KPI de service ou l'urgence commerciale.

7

Contractualisation claire, proportionnée et prévisible

Les obligations matérielles, l'allocation des risques, réclamations, pénalités, retenues, annulations, exigences opérationnelles et mécanismes de modification doivent être compréhensibles, proportionnés et raisonnablement prévisibles. Les pénalités doivent tenir compte de la causalité, du contrôle réel, de la possibilité de prévention et d'un véritable droit de contradiction.

8

Reconnaissance des ressources réellement requises

Lorsqu'un service exige capacité dédiée, équipement, travail, disponibilité, données, tâches supplémentaires ou engagements opérationnels significatifs, ces exigences doivent être transparentes et reconnues comme de vraies ressources.

9

Paiement responsable et financement équilibré

Les pratiques de paiement doivent être légales, transparentes et prévisibles dans leur exécution réelle. Les délais légaux et contractuels doivent être suivis jusqu'au paiement effectif. Les demandes d'originaux, validations internes ou écarts administratifs mineurs ne doivent pas servir à prolonger artificiellement le paiement.

10

Planification et flexibilité responsables

La flexibilité fait partie du transport, mais l'incertitude récurrente doit être gérée par la partie la mieux placée pour l'anticiper ou l'atténuer. Les erreurs de prévision, changements urgents et volatilité ne doivent pas devenir automatiquement une exposition non compensée.

11

Sous-traitance traçable et responsable

La sous-traitance est légitime, y compris avec petits transporteurs, indépendants et coopératives. En cas de sous-traitance en cascade, les intermédiaires pertinents et l'entreprise qui exécute physiquement le transport doivent rester traçables. Les pratiques de paiement, exigences sociales, sécurité et risques matériels doivent rester visibles dans la chaîne.

12

Voix, représentation et absence de représailles

Les participants doivent pouvoir soulever des préoccupations légitimes de sécurité, contrat, exploitation ou éthique sans représailles disproportionnées.

13

Utilisation responsable des données, plateformes, algorithmes et IA

La collecte de données, le scoring, la télématique, les plateformes et décisions automatisées doivent être proportionnés, transparents lorsque cela est matériel, soumis à une supervision humaine appropriée et contestables.

14

Diligence raisonnable, réparation et transition juste

Les organisations doivent appliquer une diligence raisonnable proportionnée sur la rémunération légalement applicable, les conditions de travail, le détachement, les obligations sociales et la sécurité dans leur sphère de contrôle et d'influence, y compris dans la sous-traitance.

15

Preuves, proportionnalité et amélioration continue

Les évaluations et allégations doivent être fondées sur des preuves, proportionnées et ouvertes à contradiction. L'objectif n'est pas l'étiquetage moral mais de meilleurs systèmes, de meilleures garanties et une amélioration mesurable.

Interprétation et application

Nature volontaire et complémentaire

La Charte complète sans remplacer législation, conventions collectives, droits contractuels, supervision réglementaire ou recours judiciaires.

Substance plutôt que forme

L'analyse porte sur la relation commerciale et opérationnelle réelle.

Païement, pénalités et barrières documentaires

Les pratiques peuvent être examinées au regard du délai moyen réel de paiement, des délais applicables, des barrières documentaires, des montants non contestés, des pénalités, retenues, répercussions de réclamations et coûts exceptionnels.

Viabilité économique sans fixation des prix

MOVETHICS peut examiner si l'ensemble prix, attente, pénalités, kilomètres à vide, capacité dédiée, tâches imposées et obligations légales permet une exécution légale et sûre. MOVETHICS ne fixe ni ne recommande les prix ou marges.

Garanties sociales et sous-traitance

Une diligence raisonnable proportionnée peut couvrir rémunération légalement applicable, conditions de travail, détachement, obligations sociales et sécurité à travers les chaînes de sous-traitance.

Adhésion ≠ vérification

Le statut EETC SIGNATORY représente un engagement public envers la Charte, pas une certification ni une preuve d'audit.

Principe de clôture

EETC

EETC ne cherche pas à déterminer qui doit gagner une négociation. Elle cherche à empêcher qu'un participant gagne uniquement parce qu'un autre n'a pas de capacité réaliste à dire non.

Contrôle de version

Version	Date	Statut	Notes
v1.1	1 Sep 2026	Current / Actuelle	Païement, pénalités, attente, sous-traitance et garanties sociales renforcés.
v1.0	1 Sep 2026	Superseded / Remplacée	Première édition publique.